



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 205

Texte de la question

POLITIQUE DE LA VILLE

M. le président. La parole est à M. Manuel Valls, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Manuel Valls. Monsieur le Premier ministre, les scènes d'émeutes de Villiers-le-Bel...

M. Lucien Degauchy. Encore ?

M. Manuel Valls. ...témoignent que la violence s'enracine et devient de plus en plus dure.

Élus de ces quartiers, maires de ces quartiers, sur tous les bancs de cette assemblée nous vivons au quotidien, loin des médias, cette violence, avec son cortège de voitures brûlées et son engrenage d'affrontements sporadiques.

Chaque jour, nous mesurons le sentiment d'abandon des ménages modestes qui vivent dans nos quartiers, confrontés à la précarité, à l'économie parallèle ou à l'échec scolaire.

Nous avons l'impression d'être seuls et de devoir mener, pardonnez-moi l'expression, un combat à mains nues.

Je veux évidemment témoigner du potentiel, de l'énergie, de l'envie de s'en sortir et de vivre tranquillement qu'éprouve l'immense majorité de nos concitoyens, notamment une jeunesse qui a soif d'apprendre, de se former et d'être plus que jamais la France de demain.

Mais, aujourd'hui, aucun des enseignements tirés des émeutes de 2005 n'est à la hauteur de la ségrégation territoriale, sociale et ethnique...

M. Jean-François Copé. Ce n'est pas vrai ! Démago !

M. Manuel Valls. ...qui mine le pacte républicain. En matière de sécurité, la police de proximité (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), si utile pour établir la confiance entre les forces de l'ordre et les habitants, n'a toujours pas été rétablie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Madame la ministre, il ne s'agit pas d'engager une polémique stérile, car une telle police, tous les élus, sur tous les bancs, au Sénat comme à l'Assemblée, la demandent ! Il est temps de nous écouter et de prendre la mesure de l'échec qui est le vôtre, non pas depuis six mois, mais depuis cinq ans et six mois, sur une question essentielle, celle de la sécurité de nos concitoyens dans les quartiers populaires. Alors, épargnez-nous votre morgue, et veuillez enfin nous écouter, une fois pour toutes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Lucien Degauchy. Vos propos sont scandaleux !

M. Manuel Valls. Les annonces de soutien financier, faites à chaud, sous les projecteurs, ne résistent pas longtemps. Une nouvelle fois, les choses n'ont pas changé. Elles ont même empiré. Il y a moins d'un mois, l'Association des maires Ville et Banlieue vous a alertée en vous disant que " les banlieues sont absentes de toutes les priorités du Gouvernement ". Alors que vous annoncez un énième plan Marshall pour les banlieues, auquel vous nous demandez de participer,...

M. Michel Terrot. La question !

M. Manuel Valls. ...- ce que nous faisons parce que nous sommes des républicains, dans le cadre de rencontres territoriales -, vous venez d'amputer dans la discrétion la dotation versée aux quartiers les plus populaires de 30 millions d'euros !

M. Jean-François Copé. Ce n'est pas vrai !

M. Manuel Valls. Monsieur le Premier ministre, le rétablissement de l'ordre est votre devoir, la restauration du lien social et de l'espoir dans ces quartiers votre principale mission.

M. le président. Merci de poser votre question...

M. Manuel Valls. Quand allez-vous passer aux actes et faire enfin ce que chacun attend, notamment depuis l'automne 2005 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du logement et de la ville.

Mme Christine Boutin, *ministre du logement et de la ville*. Monsieur le député, votre question est naturellement d'importance et je souhaite, pour ma part, que nous arrivions à nous retrouver, tant la situation est tendue. Ma première pensée ira aux familles des deux jeunes qui ont perdu la vie et à leurs amis.

M. Julien Dray et M. Jean-Yves Le Bouillonnet. Merci pour eux !

Mme la ministre du logement et de la ville. Je leur exprime toute mon émotion et ma tristesse. Je pense également aux policiers et aux pompiers blessés.

Bien entendu, je sais que les violences ne sont le fait que de quelques meneurs et je ne fais pas d'amalgame avec le reste de la population, qui les désapprouve. Mais qu'une réaction émotive, compréhensible, débouche sur de tels débordements, c'est le signe d'autre chose, de beaucoup plus profond. (*Approbations sur plusieurs sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Depuis 1994, la commune de Villiers-le-Bel a bénéficié de toutes les actions de la politique de la ville, qui ont été concentrées sur les quartiers dits difficiles. Malgré le travail important des acteurs de terrain, force est de constater que cette politique n'a pas enrayer la spirale de ghettoïsation.

Il faut donner un avenir aux jeunes de ces quartiers, et chacun d'eux doit pouvoir recevoir une formation qualifiante. Il faut pacifier les relations entre la police et ces jeunes. C'est un travail de longue haleine sur les représentations que les uns ont des autres. Il faut remettre en marche l'ascenseur social qui permettra aux jeunes d'apporter leur contribution au reste de la population. Il faut également mieux répartir les logements sociaux. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) C'est un des objectifs du programme de rénovation urbaine. Et nous devons renforcer encore les actions pour développer la mixité sociale dans les cités. Nous allons refonder la politique de la ville. C'est le plan que, avec Fadela Amara, nous vous proposerons dans les prochaines semaines.

Mais, monsieur le député Valls, je ne peux pas vous laisser dire que nous laissons de côté les banlieues. (" Si ! " *sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Ce n'est pas vrai ! (*Mêmes mouvements.*)

Ce n'est pas vrai ! Nous associons à nos travaux l'Association des maires Ville et Banlieue. Et quand cette association dit que le montant de la dotation de solidarité urbaine a diminué, c'est faux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Données clés

Auteur : [M. Manuel Valls](#)

Circonscription : Essonne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 205

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Logement et ville

Ministère attributaire : Logement et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 novembre 2007